

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 14/10/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### Cté d'Agglo de l'Ouest Rhodanien - déchetterie et ex-décharge

3 rue de la Varenne  
69170 Tarare

Références : UDR-SSDAS-24-252-LL  
Code AIOT : 0006109106

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement Cté d'Agglo de l'Ouest Rhodanien - déchetterie et ex-décharge implanté Le Tullin Goutte Vignol 69170 Saint-Marcel-l'Éclairé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Cté d'Agglo de l'Ouest Rhodanien - déchetterie et ex-décharge
- Le Tullin Goutte Vignol 69170 Saint-Marcel-l'Éclairé
- Code AIOT : 0006109106
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En fond de vallée du Tullin, qui sépare les communes de St-Forgeux et St-Marcel-l'Éclairé, se trouve le site d'une ancienne décharge, dont une partie est devenue une déchetterie à partir de 1994. La

décharge aurait fonctionné à partir de 1954 et a été régularisée ICPE en 1994, en même temps que la création de la déchèterie (un même arrêté préfectoral est alors pris pour les 2 activités en 1994). La décharge a servi d'exutoire à des ordures ménagères (jusqu'en 1980), des boues de station d'épuration, des mâchefers et divers déchets. Elle n'accepte plus de déchets depuis juin 2002.

Le ruisseau le Tullin a été canalisé une première fois en 1954, puis en 1980 sur une distance de 400m, puisque la décharge s'est installée en fond de vallée, sur son cours naturel. En décembre 2003, des pluies torrentielles génèrent des désordres et obstructions en amont de la décharge: la canalisation du Tullin sous la décharge est compromise. S'en suit une phase d'études puis des travaux importants et un nouvel arrêté préfectoral.

Cet arrêté du 15/11/2007 encadre pour une durée de 30 ans la «post-exploitation» de la décharge, avec des schémas explicatifs. Le ruisseau Tullin retrouve un lit extérieur, en contournement sud-est de la décharge. Une couverture finale a été implantée sur le massif de déchets.

Aujourd'hui, la déchèterie de St-Marcel-l'Eclairé est la plus importante en termes de fréquentation et de plages horaires d'ouverture, du réseau de 5 déchèteries de la COR (Communauté de l'Ouest Rhodanien, couvrant les secteurs de Tarare, Amplepuis etc...). Elle relève du régime de l'autorisation pour les déchets dangereux.

Le prestataire est la société SERFIM depuis le 1er octobre 2023.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan de défense contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Rétention des eaux d'extinction d'un incendie ou déversement accidentel	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	9 mois
3	facture de vidange du / des déboureur-deshuileur et BSDD associé	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
6	Gestion des lixiviats de l'ancienne décharge	Arrêté Préfectoral du 15/11/2007, article 2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	déclarations à Trackdéchets	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 32	Sans objet
5	Quantité maximale de DD autorisée sur site	Code de l'environnement du 25/09/2024, article R511-9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déchèterie de St Marcel est la plus importante en termes de fréquentation et plages horaires d'ouverture, du réseau de 5 déchèteries de la COR. Elle relève du régime de l'autorisation pour les déchets dangereux.

A la suite de l'inspection, l'exploitant a 3 mois pour présenter son « plan de défense contre l'incendie ». Trente ans après sa création, la déchèterie de St Marcel-L'éclairé n'est toujours pas équipée d'un dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie, incluant une vanne de sectionnement. Cet équipement doit être installé dans un délai de 9 mois et comprendra également une vérification de l'intégrité du débourbeur-déshuileur en place.

Depuis l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2007 fixant les conditions de post-exploitation de l'ancienne décharge pour une durée de 30 ans, le raccordement des eaux qualifiées de lixiviat au réseau d'égouts de St Marcel L'Eclairé est prescrit mais non mis en œuvre. L'exploitant a 9 mois pour mettre en œuvre ces dispositions ou justifier techniquement de l'alternative consistant à continuer de rejeter directement au milieu naturel (ruisseau le Tullin).

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense contre l'incendie.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; -l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; -les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; -les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; -le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points</p>

d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; -le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; -les plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; -le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; -les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 3 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

**Constats :**

Les documents présentés par l'exploitant sont insuffisants, il manque par exemple le point de rassemblement incendie, les modalités organisationnelles, les schémas d'alerte, les moyens de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre.

Bien que le prestataire dispose de quelques documents affichés, ils ne constituent aucunement le « plan de défense contre l'incendie » tel que prescrit par l'arrêté sus-mentionné.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit fournir son « plan de défense contre l'incendie » dans un délai de 3 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Rétention des eaux d'extinction d'un incendie ou déversement accidentel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29

**Thème(s) :** Risques accidentels, incendie

**Prescription contrôlée :**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

**Constats :**

En 2022, l'exploitant a fait installer un rehaussement des bordures en aval hydraulique de la déchèterie, afin de retenir les eaux d'extinction en cas de sinistre (103 m<sup>3</sup> pouvant être retenus). 2 zones de retournement des camions de pompier ont également été installées, toutefois sans marquage au sol.

S'agissant de la vanne de sectionnement du réseau, l'exploitant indique une difficulté d'implantation compte tenu de la profondeur du point de rejet et de sa configuration sous-terre. En effet, la déchèterie est implantée au-dessus d'une partie de l'ancienne décharge et le rejet se fait à une profondeur d'environ 5 mètres, avec des fondations et équipements datant de 1994.

En cas d'incendie, le site n'est pas en mesure de retenir les eaux d'extinction et il persiste une incertitude sur le cheminement des eaux une fois passées le point de rejet. Il est probable qu'elles rejoignent une canalisation préexistante (celle de 1954 ou celle de 1980).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Dans un délai de 9 mois, l'exploitant met en œuvre la vanne de sectionnement des eaux de ruissellement de la plate-forme de la déchèterie. A cette occasion, il précise le réseau souterrain dans lequel aboutit le point de rejet des eaux de la déchèterie (point B2).**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 9 mois

**N° 3 : facture de vidange du / des débourbeur-deshuileur et BSDD associé**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32

**Thème(s) :** Risques chroniques, pollution rivière

**Prescription contrôlée :**

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a présenté une facture relative à une prestation externe du 4/07/2024, qui comporte la traçabilité requise pour les 7,8 t de boues évacuées. La précédente intervention remonte au 23 août 2022. L'exploitant justifie la non intervention en 2023 du fait du changement d'exploitant. La fréquence n'est pas respectée et l'exploitant indique ne pas disposer de plans et de diagnostic du débourbeur-deshuileur, après 30 ans de fonctionnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai de 9 mois, en lien avec le chantier « vanne de sectionnement », l'exploitant apporte la preuve de l'intégrité et du bon fonctionnement de l'équipement débourbeur-déshuileur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 9 mois

**N° 4 : déclarations à Trackdéchets**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 32
Thème(s) : Situation administrative, traçabilité déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>- Nature : producteur du déchet, ou collecteur de petites quantités de déchets relevant d'un même code du déchet au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement, ou personne ayant transformé ou réalisé un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable, ou éco-organisme, ou importateurs et distributeurs ayant mis en place un système individuel de collecte ou autre détenteur ; - Numéro SIRET ; - Raison Sociale ; - Adresse ; - Téléphone ; - Courriel ; - Nom de la personne ou de l'entité à contacter.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le Siret utilisé est le même pour les 5 déchèteries de la COR, toutefois chaque déchèterie est identifiée comme « chantier ».</p> <p>La traçabilité demandée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 5 : Quantité maximale de DD autorisée sur site**

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/09/2024, article R511-9
Thème(s) : Risques accidentels, incendie, émanations toxiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t (A - 1) b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t (DC)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La déclaration de 2013 indique 13,5 t maximum présents sur site. Pour mémoire, à partir de 7 t, la déchèterie relève du régime de l'autorisation (2710 1a) et est donc soumise à des prescriptions supplémentaires en cas d'incendie. En particulier, l'Arrêté du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710, 2718 et son Article 11 stipule :</p> <p>« Tri des déchets d'équipements électriques et électroniques.</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2710 sont soumises aux dispositions suivantes.</p> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au</p>

*lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.(...). »*

Les moyens de réception des déchets dangereux présents sur site sont les suivants (lors de la visite) :

D3E (déchets d'équipements électriques ou électroniques)

- 10 m<sup>3</sup> de Gros électroméger
- 6x600 litres de Petits appareils en mélange
- 5x 600 litres d'autres D3E

Huile moteur usagée

- 1 cuve d'huile de 1200 l

DDS : déchets diffus spécifiques (déchets dangereux des ménages)

- 8 caisses palettes de 600 l pour les DDS

21 bacs rouges de 50 l pour les DDS

1 fût de 200 l

piles et accus : 2 fûts de 200 l.

une palette de batteries

1 benne de 10m<sup>3</sup> de déchets amiantés.

Les niveaux de remplissage sont variables d'une semaine à l'autre, aucun moyen de contrôle simple ne permet de mesurer la quantité présente exprimée en tonne à un instant T. L'exploitant organise des enlèvements réguliers de façon à ne pas saturer les moyens de stockage sus-mentionnés.

La déchèterie de St Marcel étant la plus fréquentée parmi les 5 exploitées par la COR, l'exploitant confirme que les quantités présentes dépassent fréquemment les 7 tonnes et restent estimées à 13,5 t maximum présentes sur site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant s'engage à mettre en place un tri spécifique pour les D3E susceptibles de contenir des batteries au lithium et à renforcer la formation de ses agents afin d'éviter la présence de ces déchets dans les autres flux.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Gestion des lixiviats de l'ancienne décharge**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/11/2007, article 2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, pollution rivière

**Prescription contrôlée :**

- mise en place d'une tranchée drainante à la base du remblai de la route de Saint Forgeux, côté champ, - percement de drains sub-horizontaux au travers le remblai, - collecte des lixiviats au moyen d'une nouvelle canalisation d'assainissement et mise en place d'un système de mesures



des volumes évacués, - déversement des lixiviats au collecteur d'assainissement d'eaux usées provenant de Saint-Marcel l'Eclairé raccordé à la station d'épuration des Arthauds située sur la commune de Saint Romain de Popey, après autorisation de déversement du Syndicat d'assainissement du pays de Tarare, maître d'ouvrage du collecteur et de la station d'épuration.

#### Constats :

Annoncé dès 2006, le raccordement du rejet des lixiviats à la conduite d'eaux usées passant le long de la route, n'est pas fait à ce jour. Une première mise en demeure du 31/08/2020 a été levée, puisque dans un courrier COR du 30/10/2020, l'exploitant s'engageait à étudier la faisabilité des travaux de raccordement à la STEP de Tarare, qui se substitue à celle des Arthauds visée à l'AP du 15/11/2007. Suite à un second projet de mise en demeure, par courrier du 10/02/2022, l'exploitant indique un retard et propose un nouvel échéancier. **Par ce courrier, la COR s'engageait à réaliser les études et éventuellement les travaux nécessaires au raccordement de sortie lixiviats au réseau de collecte des eaux usées.**

Un courrier du service de la DDPP du Rhône du 4/03/2022 reprend les propositions de la COR et liste les étapes attendues :

- mars 2022 : validation du cahier des charges et du périmètre de l'étude
- avril 2022 : lancement du diagnostic
- mai 2022 à octobre 2022 : acquisition de données sur le volume des lixiviats
- octobre à décembre 2022 : diagnostic technique et étude des conditions de traitement des lixiviats à la station d'épuration de Tarare
- janvier 2023 : dépôt de dossier de demande de modifications de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2007
- janvier à avril 2023 : établissement du dossier de proposition de servitudes d'utilité publique.

**Cette démarche n'a pas été effectuée par l'exploitant,** qui indique des difficultés techniques et d'identification d'un bureau d'études compétent.

Sur le fond et lors de la présente visite, l'exploitant exprime un doute sur la capacité de la station d'épuration de Tarare, qui reçoit en moyenne 5 425 m<sup>3</sup>/j, à accepter un rejet au débit variant entre 0 et 981 m<sup>3</sup> / jour selon l'intensité des épisodes pluvieux.

Lors de la présente visite par temps pluvieux, le débit constaté est supérieur à 10 litres / seconde, soit supérieur à 850 m<sup>3</sup>/jour si ce débit se maintenait pendant 24h consécutives. La couleur est transparente, alors que des concrétions de couleur rouille sont constatées juste en aval de ce rejet, ce qui n'est pas le cas du ruisseau le Tullin qui draine des eaux sur un lit de sédiments alluvionnaires et organiques.

Lors de précédents prélèvements le débit mesuré sur 24h est de 190 m<sup>3</sup> le 29/07/2024 et de 981 m<sup>3</sup> le 26/06/2024. Ces niveaux de débit semblent indiquer des apports d'eau « parasite », sous forme de résurgence d'eau pluviale ou souterraine (le cheminement de l'eau est en fond de vallée) ou encore d'apport d'eau pluviale de la déchèterie.

Les 3 analyses PFAS sur le rejet C (lixiviats) affichent des niveaux de concentration entre 2 et 5µg/l pour la somme des 20 PFAS. Par comparaison, des lixiviats d'autres décharges en activité affichent des taux environ 10 fois supérieurs. Les autres paramètres mesurés sur le rejet C respectent, depuis mars 2021, les VLE de l'AP de 1994 à l'exception de la teneur en fer du prélèvement de mars 2022 (concentration de 3330µg/l pour une VLE à 2000).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai de 9 mois, en lien avec les demandes précédentes, l'exploitant qualifie les eaux du rejet C, en terme de débit, d'origine (eaux de ruissellement de la déchèterie ?).

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre du raccordement de ce rejet à la station d'épuration de Tarare.

Le cas échéant, il motive et justifie sa décision de ne pas faire raccorder ce rejet et le porte à la connaissance de la préfète.

Considérant le passif d'échanges entre l'exploitant et l'administration sur ce sujet, en l'absence de transmission d'éléments suffisamment étayés, l'Inspection est susceptible de proposer à madame la Préfète des mesures de coercitions administratives.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 9 mois